

La catastrophe de 1914/1918: un "sacrifice inutile". L'Etat-nation et ses frontières

Jean PEYRONY, Directeur general de la Mission opérationnelle transfrontalière

Introduction

Les commémorations du centenaire de la 1^{ère} guerre mondiale permettent de ré-évaluer les enjeux actuels à la lumière de l'histoire. L'intégration européenne ou la coopération entre Etats, frontière par frontière, semblent aujourd'hui en perte de vitesse ; or elles s'enracinent dans le dépassement des conflits du XXe siècle, au 1^{er} chef celui de 1939/45, mais qui lui-même n'est pas compréhensible sans remonter au conflit de 1914/1918. Qu'est ce qui fait que les individus adhèrent à l'Etat-nation, mais pas à l'Europe, ou aux « Euro-régions » qu'elle promet ? Nous faisons l'hypothèse que l'une des causes en est la divergence persistante des récits nationaux des conflits passés.

Notre propos est de porter un regard rétrospectif sur la guerre de 1914/1918, en ce qu'il permet de réinterroger les attitudes actuelles face aux frontières et à la construction européenne. Tout d'abord, pourquoi, comment commémore-t-on cette guerre ? On se concentrera sur le cas emblématique de la France et de l'Allemagne. Pour l'Allemagne, le passé du Reich a été soldé par l'instauration de la République fédérale. Pour la France, les mythes fondateurs de la Grande guerre et de l'Union sacrée restent au cœur des commémorations.

Ensuite, on examinera le déclenchement de la guerre, vu par l'historien C Clark avec son ouvrage *Les somnambules*, qui, au-delà de la recherche des responsabilités, vise à comprendre le système international multipolaire de 1914. Il décrit une machine infernale littéralement impensable ; le début d'une guerre mondiale de récits contradictoires.

On aura recours à un regard anthropologique, celui de R Girard, pour qui seuls les récits religieux et littéraires permettent d'accéder à une compréhension de la violence, et de P Dumouchel, qui fait travailler les hypothèses de Girard sur les fondements de la politique ; sous ce regard, la guerre de 1914/1918 apparaît comme un « sacrifice inutile ».

On évoquera alors deux regards d'écrivains : « Au-dessus de la mêlée », qui regroupe les écrits du temps de guerre de R Rolland, plaide pour la réconciliation européenne ; le roman « Les Thibault » de R Martin du Gard et ses volumes consacrés à l'été 14 et à la fin de la guerre sont une méditation sur l'échec du nationalisme, et la figure du héros.

Enfin, on plaidera pour un dépassement du sacré national, dans un récit européen à construire à partir d'une lecture commune des récits nationaux.

I. Pourquoi et comment commémorer la guerre de 1914/1918 ?

Commémorer ensemble la guerre pour relancer l'Europe semble une hypothèse raisonnable. Mais paradoxalement, les institutions européennes ne sont pas bien placées pour être le fer de lance d'un travail commun de mémoire ; leur mandat est centré sur des objectifs économiques et techniques, et le caractère sensible du sujet ne les autorise pas à prendre la parole au-delà du « politiquement correct ». Quid de l'Allemagne et de la France ? Les 2 pays ont été, dès la fin de la 2^e guerre mondiale, conscients de leur responsabilité historique: déclaration Schuman de 1950, traité de l'Elysée de 1963... Cependant, la commémoration du centenaire n'y est pas vécue de la même façon.

Le 3^e Reich et la 2^e guerre mondiale sont, en négatif, les mythes fondateurs de la République fédérale. S'agissant de la guerre de 1914/1918, les livres d'histoire en attribuent la responsabilité prépondérante à l'Empire allemand. Elle est l'« Urkatastrophe », la catastrophe originelle. Dans le récit national, une autre Allemagne commence en 1945, d'où le faible intérêt outre-rhin pour les commémorations, même si la publication récente de l'ouvrage de C Clark (2013) a suscité la prise de conscience que les torts étaient peut-être partagés.

En France, la « Grande guerre » reste un mythe fondateur, au même titre que la Révolution de 1789. Le pays n'a pas complètement soldé une lecture étroitement nationale, voyant dans la victoire de 1918 une revanche de la guerre de 1870, ce qui l'empêche de s'interroger sur ses propres responsabilités, plus anciennes (guerres menées par Napoléon,...), ou postérieures (gestion de la victoire lors des Traités de paix). En 2014, les commémorations ont lié les 100 ans de 1914 et les 70 ans de la Libération, manifestant que la 1^{ère} guerre, loin d'être la « der des der », menait droit à la 2^e, et valorisant la réconciliation franco-allemande et l'avènement de la construction européenne. Mais il en découle un récit quelque peu téléologique, qui exonère d'une analyse des causes du conflit.

Le discours officiel français, dans l'allocution prononcée le 7 novembre 2013 par F Hollande dit « Revenir sur les deux chaos du XXème siècle, sur ces deux épouvantables saignées, c'est rendre justice à l'Union européenne, à cette grande aventure humaine, à cette conquête inédite qui a assuré la paix et la démocratie entre des pays qui s'étaient si atrocement déchirés ; (...) Cette Grande Guerre, (...) aurait dû être la dernière. (...) C'était le rêve de Charles Péguy, qui déclarait, à la veille de sa mort, le 5 septembre 1914 : « Je pars, soldat de la République, pour le désarmement général, pour la dernière des guerres. » (...). (La leçon de la 1^{ère} guerre mondiale) nous rappelle d'abord la force d'une Nation quand elle est

rassemblée. La capacité de la République à préserver la démocratie, y compris dans la tourmente. Mais qu'est-ce donc que le patriotisme aujourd'hui quand on se souvient de ce qu'il était dans la Première Guerre mondiale ? C'est toujours l'amour des siens pour reprendre la formule de Romain Gary, qui n'a rien à voir avec le nationalisme qui est la haine des autres. Le patriotisme, c'est la défense de la République, de ses valeurs, de ses principes, de sa promesse d'égalité mais aussi de réussite pour chacun. (...). La France, quand elle se rassemble (...) porte bien sûr (...) la fierté de nous-même et le souvenir de notre histoire. Mais la France (...) porte un message universel. (...) Ces commémorations nous obligent à faire avancer la France, à construire l'Europe et à préserver la paix.» Ainsi, les commémorations en France ont du mal à dépasser un discours quasi sacré sur l'horreur de la guerre, le sacrifice, la patrie et la République, et des incantations abstraites sur la nécessité de l'Europe. Pourtant, la République n'a pas seulement « traversé des épreuves », elle a aussi contribué à les provoquer, ou du moins n'a pas su les empêcher. Et que pèse cette « leçon de la 1^{ère} guerre mondiale » face au nombre de morts et de blessés ? Tout se passe comme si le caractère « terrifiant » de cette guerre nous empêchait de penser. Comment en est-on arrivé là ? Ne faut-il pas être capable de répondre ensemble à cette question, pour mettre en œuvre l'Europe ?

II. Le déclenchement de la guerre de 1914/1918, vu par les historiens: une machine infernale impensable

Que nous disent les historiens sur les causes du déclenchement de la guerre ? L'ouvrage de l'historien C Clark (2013) est un succès de librairie; la chancelière A Merkel l'a évoqué lors du sommet européen de décembre 2013, mettant en garde le Conseil à propos du manque de cohésion de l'Union européenne. C Clark évoque la modernité brutale de l'été 14, avec son mélange d'insouciance et de dangers (bruits de bottes, attentats,...), soulignant que depuis le 11/09/2001, nous sommes paradoxalement plus proches de 1914 que du temps de la guerre froide, où le partage du monde en deux blocs offrait le gage d'une certaine stabilité. En 1914, la complexité est d'abord interne à chaque Etat, où la politique étrangère résulte d'interactions fluctuantes entre groupes de pression, mais surtout inhérente au système international: le caractère multipolaire (non pas 2 mais 5 acteurs majeurs au moins, d'où un nombre quasi illimité d'hypothèses), et la rapidité des interactions, constituent des facteurs majeurs d'instabilité; pour Clark, il s'agit de l'évènement le plus complexe de tous les temps.

Clark souligne que dès l'été 14, dans l'appréhension des événements, la recherche de la responsabilité domine, qui va s'amplifier au moment des traités de paix avec la question des dommages de guerre. La lecture dominante encore aujourd'hui parmi les historiens est celle d'une responsabilité allemande prédominante. Clark évoque le « pouvoir normatif des faits » (Jellinek); on pense également à la notion de « fortune morale » (Dupuy, 2009): les vainqueurs sont justifiés rétrospectivement par leur victoire. L'objectif de Clark est de porter plus attention au comment, à la contingence, aux effets de système, ce qui l'amène à réévaluer les responsabilités, dans le sens d'un rééquilibrage.

La Serbie a été un acteur stratégique, portant une lourde responsabilité; Clark pointe la collusion entre l'Etat serbe et les assassins bosniaques de l'archiduc; les politiciens trop habiles, jouant sur plusieurs scénarios, qu'ils finissent par ne plus maîtriser.

L'empire austro hongrois, décrit a posteriori comme en déclin, présente des dysfonctionnements (parlement où sont représentées 11 nationalités, sans langue unique ni système de traduction!), mais aussi une prospérité économique et culturelle, un degré élevé de libre circulation, un gouvernement conservateur mais ouvert aux réformes. L'archiduc héritier est assassiné car modéré, favorable à la paix; il porte un projet d'empire fédéral, d'« Etats Unis de la Grande Autriche ». Il est impopulaire, mais incarne l'avenir de l'empire.

L'Allemagne est une grande puissance émergente, souffrant de ne pas être encore dans le club des puissances installées; elle revendique sa place au soleil. Sa croissance fait peur à ses voisins, engendre leur hostilité, et en retour un syndrome obsidional non dénué de fondement. Guillaume II est instable, mais au final plus velléitaire que violent. Certes, la politique étrangère allemande est moins prudente que celle de Bismarck, mais on peut surtout lui imputer des erreurs de jugement: illusion sur la possibilité de confiner le conflit aux Balkans, contrôle insuffisant du politique sur le militaire. Les stratèges ont arrêté depuis 1905 un plan d'attaque à l'ouest passant par le Luxembourg et la Belgique, pourtant neutres, justifié par les « nécessités militaires »; la résistance de la Belgique à l'ultimatum de début août 14 n'avait pas été envisagée. Les allemands, qui à l'ouest attaquent les premiers, se demanderont par la suite « pourquoi n'avons-nous pas attendu » ?

Du côté français, C Clark pointe un contrôle plus serré du pouvoir civil sur l'armée, mais aussi une vie politique turbulente qui détourne l'attention des décideurs; des ambassadeurs peu tenus: l'ambassadeur en Russie, germanophobe, est considéré par ses pairs comme un « trafiquant d'histoires à dormir debout ». La politique pro serbe et pro russe fait dire à C Clark que, dans la poudrière des Balkans, ce sont la France et la Russie qui ont mis le détonateur. Leur alliance est censée être défensive-au-delà d'un état d'esprit revanchard il n'y a pas, avant la guerre, de stratégie visant à récupérer l'Alsace Lorraine par la force- mais l'objectif explicite de contenir l'Allemagne à l'est et à l'ouest est ressenti comme offensif par celle-ci.

Le Royaume-Uni, en 1914, est surtout préoccupé par une Irlande au bord de la guerre civile. L'Allemagne a supplanté la France comme l'ennemi dont la politique étrangère anglaise a besoin, mais opinion et journaux sont très majoritairement contre la guerre. Clark pointe le double langage du ministre des affaires étrangères Grey, qui en privé réitère à la France sa solidarité, mais en public soutient que l'Entente laisse le Royaume Uni libre, ce qui brouille la vision allemande.

Les acteurs apparaissent comme pêchant plus par étroitesse du champ de vision et manque d'imagination, que par folie meurtrière ou cynisme. Aucun pays, aucun acteur- politique, économique, militaire, opinion publique, ne peut être vu comme le responsable ultime. Mais alors, comment et pourquoi la guerre éclate-t-elle ? Après les responsabilités des

protagonistes, Clark réévalue également le système. Il redonne sa place aux Balkans dans le contexte géostratégique: l'Autriche, battue à Solferino et à Sadowa, comme la Russie battue par le Japon, ont été amenées à regarder simultanément vers les Balkans. La période précédant immédiatement le déclenchement de la guerre se caractérise par la difficulté à interpréter les intentions des adversaires comme des alliés. « Aucune grande puissance européenne n'envisage de lancer une guerre d'agression contre ses voisins, même si toutes craignent que d'autres ne prennent cette initiative ». Toute décision prise par un Etat pour renforcer sa sécurité augmente le sentiment d'insécurité des autres Etats. Mais de plus le contexte de relative détente diplomatique, le fait même que les blocs ne soient pas rigides, provoque le sentiment que le système d'alliances est fragile et peut se modifier. « Ni la France ni l'Allemagne ne font confiance à leur alliés respectifs pour qu'ils s'engagent pleinement à leurs côtés dans un conflit où leur intérêts propres ne sont pas en jeu ». En juillet 14, le raisonnement du côté français est qu'« une guerre d'origine balkanique sera le meilleur moyen de mobiliser le soutien plein et entier de la Russie aux côtés de la France contre l'Allemagne » ; l'Allemagne tient peu ou prou le même raisonnement vis-à-vis de l'Autriche et de la Russie, même si l'Allemagne aura en fin de compte plus de retenue vis-à-vis de l'Autriche que la France vis-à-vis de la Russie.

L'incertitude généralisée engendre des anticipations erronées ; l'Allemagne voit la Russie comme une puissance rivalisant bientôt avec les Etats Unis. Les risques futurs sont surestimés, et les risques actuels sous-estimés. D'où le sentiment d'une course contre la montre, qui suggère à Moltke l'idée d'une guerre préventive: c'est « maintenant ou jamais ». « Si la trame des alliances avait été plus solide et plus durable, les décideurs auraient sans doute ressenti moins de pression à agir comme ils l'ont fait ». Dès lors, une machine infernale est en place: les Balkans constituent un crash test, dont le contrôle va échapper à ses auteurs.

Clark a répondu à la question : comment ? ; face à la question : pourquoi ?, il a écarté les réponses accusatoires trop simples ; mais quelles sont les causes structurantes ? A la lecture de son ouvrage, on peut en lister quelques-unes. D'abord la non maîtrise politique du progrès technique : les stratèges pensent, ou veulent faire croire, que la guerre pourra être rapidement gagnée sans faire trop de victimes, alors que la guerre des Balkans a permis de constater la gravité des blessures dues aux armes nouvelles. Début août, la Russie s'engage dans une mobilisation partielle, qui débouche inéluctablement sur la mobilisation générale; et il y a encore affrontement à Berlin entre d'une part le Kaiser et le chancelier, pour qui on peut arrêter la mobilisation générale, et d'autre part Moltke, pour qui il est trop tard.

Puis, le nationalisme des opinions publiques : incontestablement, elles sont marquées par un patriotisme défensif, une acceptation croissante de la guerre vue comme un mal nécessaire, et donc de l'augmentation des dépenses d'armement et de la durée du service militaire. Darwin est mobilisé pour justifier le caractère naturel du conflit. La presse et l'opinion éduquée (celle qui lit les journaux) sont volatiles, voire sujettes aux paniques. La presse est

puissante: certains journaux anglais tirent à un million d'exemplaires. Les relations entre journalistes et diplomates sont souvent intimes ; les articles « inspirés » sont facteurs de risques, car on peut supposer qu'ils véhiculent le signal intentionnel d'un gouvernement. Les journaux s'observent, se citent, y compris entre pays – Clark parle de « canal d'information infra diplomatique ». Tous partagent le présupposé selon lequel les gouvernements étrangers sont contraints par leurs opinions publiques, les relations entre Etats sont perçues comme des relations entre des personnes.

Clark évoque les mentalités, les présupposés implicites, les modèles de comportements qui façonnent l'opinion ; une crise de la masculinité au tournant du siècle, marquant notamment officiers et hommes d'Etat. Traditionnellement d'origine sociale favorisée, élevés dans la culture du « gentleman », souple et rusé, ils sont confrontés à la montée de classes porteuses de valeurs nouvelles : résistance, force, caractère, devoir, qui critiquent cette culture ancienne comme efféminée. Les intellectuels ne sont pas épargnés : Freud déclare début août 14, à 58 ans : « Toute ma libido est offerte à l'Autriche Hongrie » ; les leaders civils, catholiques comme socialistes, ne parlent pas contre la guerre. Pour Duroselle (1994), "Ces deux vastes communautés ont en commun de voir se heurter leur vocation universelle et leur sentiment national. Or, dans les deux cas, le sentiment national l'emporte presque totalement. Pour justifier cette anomalie, chacun des deux adversaires affirme que seul il détient la justice, l'autre s'étant laissé entraîner sur une voie erronée".

L'esprit même des décideurs se retrouve partagé ; le ministre français Viviani perd pied aux côtés d'un Poincaré va-t-en guerre, lors du sommet franco-russe à St Petersburg en Juillet 14. Le rôle du trio de cousins, que sont les trois monarques anglais, allemand et russe, est ici emblématique. La crise vue sous cet angle est l'ultime épisode d'une querelle entre frères ennemis. Clark dépeint Guillaume 2 en importun typique de la Belle époque, incarnant une Allemagne avide de reconnaissance. Leur rôle ne doit pas être surestimé, mais manifeste la transition inaboutie entre ancien régime et monde contemporain : « Par sa simple présence, le monarque empêche de localiser avec certitude le centre névralgique où s'élaborent les décisions ».

Ainsi, les causes de l'embrasement s'empilent comme des poids sur la balance. Mais ce qui frappe le plus à la lecture de l'ouvrage, c'est la non linéarité des événements. Dans les différents pays concernés, l'assassinat de Sarajevo provoque des réactions en chaînes. Clark rejoint Duroselle (1994). « Si les passions de quelques gouvernants (...) n'expliquent pas la guerre, si l'ambiance –c'est-à-dire l'ensemble des problèmes en cours, coloniaux, économiques, territoriaux- ne suffisent pas en à en faire comprendre le déclenchement, il reste quelques chose de mystérieux, réel- et donc historique-mais difficilement saisissable, un "mécanisme" qui dépasse les hommes.» « Comme le pressentait déjà Jaurès, le grand coupable serait peut-être un mécanisme trop étroit d'alliances, avec leurs déclics automatiques, un système d'équilibre européen qui aboutit fatalement à la rupture d'équilibre et à la guerre".

AVienne l'attentat est perçu comme un « coup du destin ». Très vite, le sentiment naît qu'il faut répondre à la provocation. L'ultimatum agressif à la Serbie de fin juillet est qualifié par Clark d'« opting decision » : c'est un saut de la foi, libérateur. « Le monde ne sait pas que l'archiduc a toujours été opposé à la guerre. Par sa mort, il a permis que nous, nous trouvions l'énergie que lui n'avait jamais trouvée de sa vie ».

Dès la déclaration de guerre, l'ensemble de la nation s'y conforme avec une rapidité surprenante, créant l'« Union sacrée » en France, la « Burgfrieden » en Allemagne. En France, un gouvernement d'union nationale inclut tous les socialistes ; idem en Allemagne, sauf pour les spartakistes. Duroselle décrit sa mise en scène en France par Poincaré: elle présente à la fois éléments passionnels (revanche) et rationnels (défense de la patrie, de la République), définissant une attitude pratique. L'unanimité procure une dimension positive à l'évènement ; c'est du moins ainsi qu'elle reste perçue en France. Duroselle cite J Benda : "La volonté des français d'être une nation ne s'est vraiment réalisée qu'au bout de vingt siècles, le 2 août 1914. Ce jour-là, et ce jour-là seulement, je vois la totalité des Français (...) communier dans l'unique sentiment de l'appartenance au même groupe". Duroselle insiste : cette unanimité n'est pas celle d'une foule fanatisée par la passion nationaliste. La population bascule dans la peur de la guerre désormais inéluctable. « Le 2 août, les Français se situent à égale distance de la consternation et de l'enthousiasme ».

Les récits nationaux se mettent en branle, contradictoires. Ainsi, l'attentat de Sarajevo est tout de suite réinterprété. En France, sa portée est minimisée ; un évènement isolé : « Un despote impopulaire a été éliminé par des citoyens de son propre pays » est censé révéler la vraie nature de l'empire austro-hongrois : une puissance décadente et belliciste, condamnée par l'histoire. La légitimité de l'Autriche à réagir est déniée. La lecture est bien sûr totalement opposée en Autriche, mais également en Allemagne, où la culture politique fait voir l'assassinat comme une violation du principe monarchique. Pour la France et la Russie, ce qui est en jeu n'est désormais plus un conflit austro serbe, mais entre Triple alliance et Triple entente, dont la 1^{ère} est jugée responsable. La défaite de l'Empire austro hongrois et l'émergence de la Yougoslavie cautionneront l'assassinat a posteriori. Clark évoque la guerre de 1914/1918 comme « guerre mondiale des documents », avec sa surabondance de sources, ses documents perdus, non fiables, et ses récits orientés. « Ces récits prennent des formes variées : certains se contentent d'attribuer la responsabilité des évènements à d'autres Etats ou acteurs, d'autres assignent au système lui-même une propension à générer des conflits indépendamment de la volonté propre des acteurs individuels, d'autres encore invoquent les forces impersonnelles de l'histoire et du destin ». Les documents diplomatiques de l'été 14 portent la marque de la panique : manque de stratégie, voire de simple cohérence, rhétorique « sans cadre narratif général qui leur donne une cohésion ». « Chacun des acteurs clés de cette histoire passait le monde au crible de tels récits bâtis sur des fragments de réalité amalgamés entre eux par des peurs, des procès d'intention, des intérêts déguisés en principes ».

Jeanneney (2013) lui fait écho : "Ce que le déclenchement de la Grande Guerre nous apprend,

c'est le rôle capital des sensibilités du peuple et des élites, leur comportement culturel en face des autres. Le mélange des incompréhensions, des hargnes irréfléchies, des stéréotypes dépréciatifs constitue le terreau le plus néfaste pour la paix. C'est ici que s'enracine la conviction, dans chaque camp, qu'il s'agit d'un combat pour la civilisation contre la barbarie..."

III. Un regard anthropologique: R Girard, P Dumouchel

Face à cet évènement « incompréhensible » au dire des historiens, ou en tout cas, irréductible aux disciplines compartimentées des sciences humaines : économie, sociologie, politologie, tournons-nous vers l'anthropologie et la philosophie. René Girard, connu pour ses travaux sur la violence et le rôle de la culture pour la contenir, a dans son ouvrage "Achever Clausewitz" (2007) livré une analyse pénétrante de la rivalité franco-allemande, et de sa montée aux extrêmes depuis les guerres napoléoniennes jusqu'aux conflits du XXe siècle; il permet de voir sous un jour nouveau ce qui se passe en 1914/1918.

Résumons tout d'abord à grands traits les travaux de Girard : ils visent à expliquer les comportements humains à partir de deux hypothèses simples: le désir mimétique et le mécanisme victimaire. Pour Girard, les plus grandes oeuvres littéraires (les pièces de Shakespeare, les romans de Stendhal ou de Dostoïevski,...) mettent à jour la structure triangulaire du désir : celui-ci ne se porte pas simplement du sujet vers l'objet, mais du sujet imitant un autre sujet, le médiateur, vers l'objet. Dans le cas de la « médiation externe », la distance entre le sujet et le médiateur (par exemple entre enfant et parent) ne provoque pas de rivalité entre sujet et médiateur; mais dans la « médiation interne », une distance plus faible tend à faire du sujet et du médiateur des doubles, des « rivaux mimétiques », et l'objet lui-même tend à disparaître. La « mimesis » débouche aussi bien sur des processus positifs comme l'apprentissage, que négatifs comme la rivalité, pouvant déboucher sur la violence.

Dans certaines conditions, une société peut connaître des phénomènes de contagion mimétique, où les individus deviennent à la fois modèles et rivaux les uns pour les autres; l'emballement peut déboucher sur la violence généralisée d'une foule indifférenciée: c'est la « crise mimétique ». Là intervient la seconde hypothèse de Girard, basée sur une relecture des travaux ethnologiques sur les sociétés primitives, et des textes religieux. Lors d'une telle crise, la violence finit par se polariser sur une victime, dont le meurtre collectif met fin à la violence, et scelle la réconciliation de la communauté. La « victime émissaire » est rétrospectivement perçue à la fois comme la cause de la crise et de la réconciliation, ce qui en fait un dieu, et donne naissance au « sacré ».

Enfin, Girard effectue une lecture anthropologique de la révélation chrétienne, qui, selon lui, dévoile en la personne de Jésus l'innocence de la victime, ce qui ruine le mécanisme du « sacré ». L'imitation de l'attitude de Jésus, paradoxale car il s'agit d'une attitude de retrait et de pardon, est seule de nature à pouvoir engendrer la paix.

Pour Girard, ces hypothèses permettent une compréhension globale de l'origine des rites et mythes primitifs et antiques, des religions, et plus

généralement de l'ensemble des institutions, dont la fonction est de « contenir » la violence, dans les deux sens du terme : la receler et la canaliser. Girard esquisse ainsi une théorie générale de la culture, depuis les origines de l'humanité jusqu'à l'époque moderne, qui au-delà de l'opposition holisme/individualisme, donne un fondement commun à l'analyse des relations interpersonnelles (psychologie, éducation,...), à l'économie, la sociologie et la politique.

Venons-en à l'histoire de la relation franco-allemande, que Girard analyse en termes de rivalité mimétique, personnifiée par la figure de Clausewitz. Le général prussien, qui a vécu les guerres napoléoniennes, construit sa doctrine stratégique, synthétisée dans « De la guerre », à partir de la relecture de celles-ci. Il voue à Napoléon, pour lui « Dieu de la guerre », une admiration mêlée de haine, typique du désir mimétique qui selon Girard, caractérise d'une façon générale les sentiments réciproques d'un grand nombre de décideurs français et allemands au XIXe et au XXe siècles. Ainsi, l'unité de l'Allemagne commence à se faire contre Napoléon ; la réforme prussienne répond à la révolution française. « Le couple franco-allemand est l'un des foyers mimétiques les plus virulents de l'âge moderne ».

La doctrine de Clausewitz est, pour Girard, un mélange de lucidité et d'aveuglement. C'est une tentative de fonder rationnellement la guerre, « continuation de la politique par d'autres moyens », dont les conflits du XXe siècle démontreront l'inanité. Mais Clausewitz perçoit la différence entre les guerres d'« observation armée » du 17^e et 18^e siècles- où des armées mercenaires sont susceptibles d'arrêter des hostilités et de conclure un compromis, et les guerres révolutionnaires et napoléoniennes d'anéantissement; il entrevoit la violence incontrôlable qui résulte du duel entre deux peuples, de l'« action réciproque » (« médiation double » en termes girardiens) qu'est la guerre moderne. Du fait de l'engagement de peuples entiers, depuis la levée en masse de Valmy et l'instauration progressive de la conscription, les guerres sont devenues totales car s'y opposent des blocs nationaux, rivaux mimétiques. De telles guerres, « morales », ne peuvent prendre fin que par l'entière destruction de l'ennemi. Pour Dumouchel (2011) commentant Girard, « la distinction clausewitzienne entre les 2 types de guerre est devenue instable. La transformation de l'inimitié politique en inimitié morale constitue dorénavant l'évolution normale des conflits armés, et a été caractéristique des affrontements militaires depuis les guerres napoléoniennes ».

Pour Clausewitz, « la défense dicte sa loi à l'attaque », ce que Girard analyse comme dans le cas de rivalités individuelles: l'agresseur est persuadé, ou veut persuader, qu'il a été agressé. Clausewitz décrit la possible « montée aux extrêmes » du conflit, qui semble se déployer comme une fatalité. Girard en dérive la possibilité d'un conflit généralisé, qui advient effectivement au XXe siècle entre Etats européens, voire d'une fin de l'Europe et du monde ; il assume une posture apocalyptique, selon lui seule en mesure de permettre une prise de conscience de ce qui est en jeu. Girard décrit l'échec des philosophes (Hegel, Schmitt,...) et des politologues (Aron, Manent,...), qui, restant en deçà de l'intuition de Clausewitz, cherchent en vain à fonder rationnellement la guerre. Ils échouent à penser la ruine du « droit de la guerre » qui, fondé

sur une égalité morale entre les combattants, est désormais contaminé par la guerre totale. Pour lui, seuls les écrivains parviennent à penser ces phénomènes : Staël, instauratrice du dialogue entre la France et l'Allemagne; Stendhal, montrant dans ses romans l'influence mimétique de la figure de Napoléon sur les hommes de son temps ; Dostoïevski, lucide sur la rivalité des pays se déchirant pour obtenir la suprématie en Europe. Girard appelle de ses vœux une histoire mimétique à construire : « Il faudrait analyser l'histoire de l'Europe à la lumière de ce type d'intuitions ».

L'ouvrage du philosophe Paul Dumouchel, "Le sacrifice inutile" (2011) permet d'aller plus loin dans cette direction. Relisant Hobbes, Clausewitz et Schmitt à la lumière de Girard, il décrit l'émergence concomitante de l'économie de marché et de l'Etat nation, les deux institutions prenant en charge la régulation de la violence dans les sociétés modernes. Dans les sociétés sans Etats, décrites par R Verdier ou M Sahlins, coexistent trois cercles concentriques; de l'intérieur vers l'extérieur: le 1^{er}, celui du groupe, du clan, où règne l'obligation de solidarité, un système d'obligations et d'interdits, issu du « sacré » selon Girard ; le 2^e, celui de l'adversité entre groupes égaux, où règne l'obligation de vengeance; et au-delà le 3^e, celui de l'hostilité et de la violence sans contrainte. La thèse de Dumouchel est que le christianisme joue un rôle fondamental dans l'affaiblissement des obligations traditionnelles de solidarité au sein du groupe, et de vengeance à l'extérieur. Ainsi, « la parabole du Bon samaritain recommande de ne pas réserver notre aide à ceux à qui nous sommes liés par des obligations réciproques, mais de l'étendre à tous. Elle constitue un excès par rapport aux obligations traditionnelles, plutôt que leur négation. Elle les affaiblit cependant inmanquablement car elle ne divise pas les gens en groupes opposés : ceux envers qui nous avons des devoirs et ceux envers qui nous n'en avons pas. ». Le christianisme propose de nouveaux modèles de comportement: charité, pardon comme options individuelles, rendant possibles de nouvelles formes d'interactions.

L'affaiblissement de la solidarité permet l'échange moderne, qui suppose qu'il n'y ait pas d'obligation de solidarité, et donc l'économie de marché (Smith et le boulanger). Le pardon, dont Arendt attribue l'invention à Jésus, met fin aux obligations de vengeance (loi du Talion) ; il transforme une transgression : refuser ou fuir son devoir de vengeance, en un idéal d'excellence et de perfection. L'affaiblissement de la vengeance permet l'avènement de l'Etat, en tant que monopole de la violence légitime (Hobbes, Weber).

A la suite de Hobbes, théoricien de l'Etat européen classique, Dumouchel décrit son émergence suite aux guerres de religion. Les Traités de Westphalie autorisent le souverain à imposer sa religion à ses sujets ; ainsi, les divisions religieuses ne sont plus entre groupes, mais entre territoires. « L'Etat moderne s'érige en excluant les groupes en son sein et en s'opposant à un autre Etat, lequel constitue un regroupement homogène du même type. L'exclusion des groupes ne fait qu'une avec le monopole de la violence du souverain, et avec la séparation des individus caractéristique du droit moderne ».

L'Etat est l'autorité qui dit la différence entre la bonne violence et la mauvaise violence de la vengeance. Le

politique est violence qui se légitime elle-même. La rationalité n'offre aucune norme susceptible de mettre un terme aux conflits. « Ce qui permet à la rationalité de se constituer comme l'autre de la violence n'est pas une propriété intrinsèque de la raison, mais c'est la présence d'un maître de la violence, une présence qui équivaut à l'exclusion des groupes hors du domaine de l'Etat ». « Un conflit n'est pas susceptible de recevoir une justification rationnelle, autrement il existerait au moins une norme partagée, la rationalité, compétente à le résoudre, et il serait possible, en principe, de faire appel à un tiers impartial, la raison elle-même ». « L'échange moderne ne s'établit qu'entre ceux que n'attache aucune obligation réciproque, ni solidarité, ni devoir de violence. C'est pourquoi il ne peut véritablement remplir sa fonction qu'à l'ombre du monopole de la violence légitime, au sein de l'espace pacifié par lui ».

La révolution de 1789 « institue un principe de solidarité et d'identité qui se veut en harmonie avec la pacification interne et l'expulsion des ennemis hors de l'Etat : l'égalité et la fraternité entre tous les citoyens ». « En faisant de tous ceux qui partagent le territoire de l'Etat des citoyens égaux, pareillement unis dans leur opposition aux ennemis extérieurs, la révolution et les guerres qui lui ont succédé ont mené à terme l'exclusion des groupes hors de l'espace pacifié par le monopole de la violence, même si pour cela il fallut dans un premier temps remettre en cause l'ordre territorial où s'opposaient les monarchies européennes ».

Dès lors peut se mettre en place en Europe, dans un processus où le mimétisme et la rivalité des Etats ont joué un rôle important, le modèle des Etats nations, lui aussi fondé sur trois cercles concentriques. Par différence avec les sociétés sans Etat, « en s'attribuant le monopole de la violence légitime, l'Etat constitue ce qui va devenir la nation en rabattant le cercle médian sur le cercle le plus intérieur dont il agrandit ainsi les dimensions ». Au sein de ce cercle, s'affaiblissent les liens locaux, les solidarités traditionnelles; ne subsistent que les liens affectifs purement privés du cercle domestique. Le premier cercle est le territoire national, où les individus sont amis : « le royaume des frères » dont parle Beckouche (2002), que l'Etat protège contre l'ennemi extérieur; le deuxième cercle est le concert des nations, sœurs, mais également ennemies potentielles ; le troisième cercle est celui des colonies, où la violence peut se détourner librement vers des victimes tierces; ce 3^e cercle se fonde progressivement dans le 2^e cercle avec la décolonisation.

« Le territoire, c'est la détermination des rapports moraux, les rapports d'hostilité et d'amitié politiques, non pas par des liens généalogiques, par la descendance lignagère ou l'appartenance à tel ordre ou statut social, c'est-à-dire non pas par des liens de personnes à personnes, mais par des frontières déterminées dans l'espace physique ». Ce territoire est à la fois espace, et prédisposition morale, fondée sur une histoire, une culture, une identité, un patrimoine, une langue, une religion, entretenus, voire même recréés, par l'Etat- dont l'historienne AM. Thiesse (1999) a décrit la genèse dans « La création des identités nationales ». Pour Beckouche, la frontière est comme une transcendance horizontale résiduelle. Dumouchel souligne que l'Etat moderne, avec ce nouveau mode de détournement de la violence vers

des victimes tierces, constitue une variante du mécanisme victimaire, analysé par Girard comme fondement des royautés sacrées. Mais il s'agit bien de la même violence : « il y a continuité entre les violences ordinaires de la vie quotidienne et les violences extraordinaires des conflits politiques », même si cela n'est manifeste qu'en cas de crise. « Dans le monde du politique, tout comme dans l'univers du sacré, la crise correspond à un dérèglement du mécanisme par lequel la violence nous protège, et nous sommes alors menacés par cela même qui en temps normal nous défend ». « Il n'est pas étonnant que la violence politique ait été si souvent pensée sous la catégorie du sacrifice : à la nation, à la classe ouvrière, à une cause quelconque qui transcende l'individu. Car tout comme le sacrifice, la violence politique est une violence qui a pour but de protéger contre la violence. Elle se justifie par le bien qu'elle vise. » Mais Dumouchel, dans une lecture des conflits du XX^e siècle, démontre que ce sacrifice est désormais inefficace et inutile. Girard met en garde contre l'argument de la « der des der ». « Cet alibi du dernier obstacle à surmonter dans la mauvaise réciprocité avant la réconciliation, cette façon de différer la paix universelle ont nécessairement fait croître la violence. Il faudra toujours plus de violence avant la réconciliation. »

Nous pouvons maintenant revenir, à la lumière de Girard et de Dumouchel, à la guerre de 1914/1918 comme « sacrifice inutile ». L'« Union sacrée » de 1914 dans les différents pays européens révèle combien la communauté nationale est structurante dans le monde moderne. Face à la mise en danger de celle-ci, réelle ou supposée, plus aucune autre référence (le socialisme, le christianisme,...) ne tient ; car il s'agit de défendre ou d'exporter (les deux ne sont pas séparables, car chacun est à la fois agresseur et agressé), une façon d'être et de vivre ensemble que l'on juge bonne et juste.

Dès lors, il devient impossible d'isoler le mauvais nationalisme qui serait une haine des autres, du bon patriotisme, qui serait l'amour des siens, comme le voudrait R Gary cité par F Hollande. Comme le rappelle Dumouchel, « la communauté des territoires constitue une façon particulière d'institutionnaliser le rapport amis ennemis dont la caractéristique centrale est de le faire coïncider avec la distinction entre l'intérieur et l'extérieur du territoire. Non pas que tous ceux qui vivent hors du territoire soient ennemis. C'est plutôt que ceux qui vivent à l'intérieur sont amis ». Cette dernière phrase, d'apparence tautologique, est pourtant fondamentale: dans un différend ou un conflit entre 2 Etats, le problème n'est pas tant une inimitié qui proviendrait de la différence entre les deux systèmes séparés par la frontière, qui a toujours vocation à être franchie, que l'intensité de la force de rappel vers chacun des centres, qui fait qu'on se tourne le dos. C'est le fait même de l'unité nationale qui constitue l'hostilité entre les belligérants. « Le conflit politique est donné à l'individu de l'extérieur, plutôt qu'il ne fait l'objet d'un choix. Il s'impose aux agents individuels comme un destin qui leur incombe, et si s'engager dans la lutte peut parfois être l'objet d'une décision personnelle, le conflit lui-même ne constitue jamais une simple option parmi d'autres ». Cette structure qui était cachée en juillet 1914 devient pleinement manifeste début août. L'"Union sacrée" de l'été 14 peut être lue comme le moment paroxystique du "sacré" national.

Cette hostilité entre belligérants n'est pas de même nature que l'hostilité entre les acteurs indifférenciés de la foule mimétisée des sociétés sans Etats. En termes girardiens, elle est médiatisée dans chaque Etat par les héros nationaux, qui procurent aux protagonistes des modèles de comportement. Les décideurs, ou les leaders d'opinion se réfèrent à des modèles littéraires ou politiques, en France : Napoléon, les héros de Corneille... Les citoyens mobilisés ne sont pas mus par une fureur collective du type de celles décrites par Girard- mais par le sens du devoir, la confiance en leurs dirigeants. Certes, une certaine littérature patriotique et les manuels scolaires ont préparé les esprits ; mais il n'y a pas de causalité mécanique entre l'état de l'opinion publique et le déclenchement de la guerre.

Clark (2013) a décrit l'effet de l'attentat de Sarajevo sur l'opinion austro-hongroise ; en France, l'assassinat de Jaurès a le même effet. A l'été 14, Jaurès est la grande figure de la résistance au déclenchement de la guerre, et c'est sa position pacifiste qui lui vaut d'être assassiné par Raoul Villain. Dès le 1^{er} août, la station de métro « rue d'Allemagne » est rebaptisée à son nom. Ses obsèques sont suivies par une foule immense, qui rassemble à la fois les militants socialistes, qui partageaient son combat pacifiste, et l'opposition nationaliste, Barrès en tête. L'événement entraîne paradoxalement le ralliement de la gauche à l'Union sacrée. Cette figure du meurtre politique présente une certaine homologie avec le meurtre de la victime émissaire décrit par Girard : l'ambivalence de la victime, controversée avant le meurtre, transfigurée par celui-ci ; l'effet cathartique de cristallisation sur la foule, provoquant à la fois l'unité nationale et l'unanimité contre l'ennemi. Certes, le meurtre de Jaurès est l'oeuvre d'un isolé, mais quelque part, il « arrange tout le monde ». Une anecdote le révèle : le politicien Abel Ferry, à qui Jaurès présentait ses vues pacifistes, lui aurait dit : « Mais, mon pauvre Jaurès, on vous tuera au 1^{er} coin de rue ! ». Et étrangement, le 29 mars 1919, son assassin Villain sera acquitté.

A l'issue de la grande guerre, de nombreuses communes françaises baptisent des rues et des places en son nom. En 1924, la dépouille de Jaurès est transférée au Panthéon, symbole de l'unité nationale, même si deux cortèges différents, l'officiel et celui de la CGT, l'y accompagneront. Selon Duroselle (1994), nul ne saura jamais si l'éditorial que Jaurès entendait publier le 1^{er} août dans l'Humanité aurait été un dernier appel au pacifisme ou un ralliement à la défense patriotique. Les pacifistes après-guerre peuvent imaginer que Jaurès aurait continué son combat ; beaucoup d'autres, qu'il aurait rejoint l'Union sacrée, comme le pensent Clémenceau ou même Romain Rolland, qui cite un discours de Jaurès en 1907 : "Si une nation renonçait d'avance à se défendre, elle ferait le jeu des gouvernements de violence, de barbarie, de réaction. L'unité humaine se réaliserait dans la servitude, si elle résultait de l'absorption des nations vaincues par une nation dominante". Mais pour Rolland, Jaurès reste un « grand tribun martyr de la paix », une figure christique. "La mort d'un seul homme peut-être une grande bataille perdue pour l'humanité". Il y a comme une coïncidence paradoxale entre martyr et raison d'état. On pense à ce que dit le grand prêtre Caïphe à propos de Jésus dans l'Evangile de Jean : « Il vaut mieux qu'un seul homme meure pour le peuple ». Mais il s'agit d'un « sacrifice inutile » : l'assassinat de Jaurès est certes efficace en ce qu'il

réalise l'unité nationale ; mais il débouche sur les massacres de la guerre.

Avant l'assassinat de Jaurès, « l'affrontement social international transgresse les frontières et refuse la division du monde en Etats opposés ». En France, cela aurait pu déboucher sur l'arrestation des leaders socialistes, envisagée fin juillet. Comme le rappelle Dumouchel, « il arrive parfois, dans les situations d'exception, où la survie même de l'Etat est en jeu, fondation ou refondation de l'Etat, que la tâche nécessaire de pacification intra-étatique amène le pouvoir à définir l'ennemi du dedans, l'ennemi public ». Mais la mort de Jaurès et le ralliement des socialistes qui s'en suit rendent cette arrestation inutile.

Dès lors, tout se passe comme si la rivalité mimétique entre « doubles », que Girard analyse à la suite des grands romanciers, se transposait à l'échelle des Etats, entre nations-sœurs. Certes, ce n'est qu'une représentation, mais elle est efficace, en ce qu'elle contribue à modeler les opinions publiques. Et il s'agit d'une guerre morale, et donc totale : ce sont deux modes d'existence qui s'affrontent. Chacun la perçoit de son côté comme juste. Déjà, Napoléon voulait libérer les peuples et « cohésionner » l'Europe. En 1914, l'Allemagne rêve de l'organiser ; et la France, de retrouver l'esprit de la Convention.

Au fond, les acteurs savaient, mais ne croyaient pas ce qu'ils savaient. Il s'agit d'une illustration parfaite de la catastrophe, telle qu'analysée par JP Dupuy dans Pour un catastrophisme éclairé (2002) et L'œil du cyclone (2009). Elle manifeste la séparation du savoir technique et de la pensée, génératrice d'un mal sans auteur, sans mauvaise intention, analysée par Arendt au sujet d'Eichmann et des crimes nazi, et par Anders, au sujet du bombardement d'Hiroshima. « Passé certains seuils, le mal moral devient trop grand pour les hommes, qui pourtant en sont responsables; aucune éthique, aucune norme que les hommes puissent se donner n'ont la moindre pertinence pour évaluer ce qui s'est passé. »

Ici toutefois se fait jour une différence entre la vision de Dumouchel et celle de Girard. Dumouchel est pessimiste: « Ce n'est qu'entre les individus membres des Etats façonnés par cette histoire commune qu'il est raisonnable d'accepter des règles d'une coopération sociale équitable, lorsque les autres sont disposés à faire de même. Ce n'est qu'entre eux qu'il est raisonnable pour un individu de supposer que les autres sont disposés à en faire autant, car il sait que ces autres sont les mêmes que lui ». Pour Dumouchel, « l'oubli de la condition de pluralité des Etats et de l'indispensable présence des ennemis a été essentiel pour concevoir comme universels les droits et l'égalité qui pourtant sont dans les faits, toujours limités aux membres d'une communauté fermée ». « Même une communauté universelle de démocraties de droit et une justice globale qui établirait l'égalité transfrontalière de tous les individus ne sauraient résoudre le problème lié à la distinction entre l'intérieur et l'extérieur de l'Etat : l'éventualité de la guerre ». Dumouchel ne dit pas un mot de la construction européenne, comme tentative de dépassement de l'Etat nation, alors qu'elle a montré une efficacité au moins relative.

Pour Girard au contraire, il faut « croire » en la catastrophe, afin de, peut-être, pouvoir l'éviter. Il plaide

pour le dialogue entre France et Allemagne, afin de sauver la construction fragile de l'espace européen.

IV. Regards d'écrivain sur 1914/1918: Au-dessus de la mêlée, R Rolland ; Les Thibault, R Martin du Gard

Pourquoi s'intéresser aux écrivains ? Pour Girard, la littérature est souvent plus perspicace que les sciences humaines ; et cependant, en 1914/1918, les écrivains sont emportés dans la tourmente, devenant des soutiens fanatiques de leurs Etats respectifs, à de rares exceptions: Zweig, Rolland. Nous évoquerons successivement Rolland, qui avec « Au-dessus de la mêlée », analyse la faillite des élites ; et Martin du Gard, qui dans les années 30, tente avec « Les Thibault » un regard rétrospectif sur 1914/1918, pour comprendre, et témoigner face au risque de la nouvelle guerre qui vient.

"Au-dessus de la mêlée", bien qu'écrit à chaud, témoigne d'une lucidité rare, qui s'exprime dans un registre prophétique. Rolland, en juillet 1914, vit à Vevey en Suisse. Il écrit le 4 août : "Cette guerre européenne est la plus grande catastrophe de l'histoire, depuis des siècles, la ruine de nos espoirs les plus saints en la fraternité humaine". Logiquement, il rejoint à Genève l'agence des prisonniers de guerre de la Croix Rouge, et met l'énergie de ses écrits au service d'une culture européenne menacée de destruction. Face au ralliement de sociétés entières à la guerre, ses prises de position vont rester longtemps inaudibles, censurées ou trahies. En décembre 14, un journaliste oppose Rolland, condamné à l'indignité nationale, et Bergson, pour qui "la lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie". Pourtant, Rolland propose non pas d'abandonner la cause des alliés, dont il espère la victoire, mais de ne pas haïr l'adversaire, afin de préparer la paix. Pour lui, la politique allemande est criminelle, mais il ne faut pas en rendre responsable le peuple qui la subit. Devenu figure de proue du pacifisme européen, il reçoit le prix Nobel de littérature en 1915.

Il dénonce avec vigueur le fatalisme: "Fatalité de la guerre, plus forte que toute volonté: le vieux refrain des troupeaux, qui font de leur faiblesse un dieu et qui l'adorent" ; et le nationalisme, polarisation mimétique en blocs, à laquelle il est quasi impossible de résister: « Dans chacune des nations, c'est l'unanimité pour la guerre ; c'est comme une contagion de fureur meurtrière qui se propage et parcourt tout le corps de la terre. L'ennemi est pour eux un bloc; et ce bloc seul existe, car il faut qu'ils le brisent". "Nous faisons la même chose, nous souffrons la même chose, nous sommes la même chose. Et c'est justement pour cela que nous sommes si âprement ennemis".

Il pointe la lourde responsabilité des intellectuels, aveuglés par la haine. « Les passions se sont adjointes le service de la raison ». Rien ne résiste à leur déchainement, pas même ces "2 grandes puissances morales" élevés au cours des temps, que sont le christianisme et sa version modernisée, le socialisme. « Ces apôtres rivaux de l'internationalisme se sont montrés soudain les plus ardents nationalistes ». « Cette élite intellectuelle, ces Eglises, ces partis ouvriers, n'ont pas voulu la guerre... Soit! Qu'ont-ils fait pour l'empêcher ? (...) Ils attisent l'incendie ». « Jamais en aucun temps on n'a vu l'humanité jeter dans l'arène

sanglante toutes ses réserves intellectuelles et morales, ses prêtres, ses savants, ses artistes, tout l'avenir de l'esprit-gaspillant ses génies comme chair à canon ». « Les intellectuels, dans la crise actuelle, ont été plus que d'autres livrés à la contagion guerrière, et ont contribué prodigieusement à la répandre ».

En particulier, dans un vocabulaire judéo-chrétien, celui de la dénonciation des idoles - Girard dirait, du sacré- il renvoie dos à dos l'Allemagne et « la Kultur », la France et la « civilisation ». « Idoles des religions, idoles des patries, idoles de la liberté que les armées sans culottes firent régner sur l'Europe à coups de canon ! ». « J'ai travaillé toute ma vie à rapprocher les esprits de nos deux nations; et les atrocités de la guerre impie qui les met aux prises, pour la ruine de la civilisation européenne, ne l'amèneront jamais à souiller de haine mon esprit! » « L'histoire de l'humanité est l'histoire des idoles et de leurs règnes successifs. Et l'on dirait qu'à mesure que l'humanité vieillit, le pouvoir de l'idole est plus vaste et plus meurtrier ».

En termes girardiens, les « médiateurs » n'ont pas joué leur rôle : « Osons dire la vérité aux aînés de ces jeunes gens, à leurs guides moraux, aux maîtres de l'opinion, à leurs chefs religieux ou laïques, aux Eglises, aux penseurs, aux tribuns socialistes ». « Cette jeunesse avide de se sacrifier, quel but avez-vous offert à son dévouement magnanime ? L'égorgeage mutuel de ces jeunes héros ! La guerre européenne, cette mêlée sacrilège, qui offre le spectacle d'une Europe démente, montant sur le bûcher et se déchirant de ses mains, comme Hercule ». Il appelle à la réconciliation, travaillant à « maintenir la pensée européenne à l'abri des ravages de la guerre, et en ne cessant pas de lui rappeler son plus haut devoir qui est, même dans les pires tempêtes de passions, de sauvegarder l'union spirituelle de l'humanité civilisée », notamment en tentant de sauvegarder l'union entre la France et l'Allemagne, dont il était avant-guerre le héraut.

La réconciliation doit s'enraciner dans les ressources que procurent la religion, les humanités, les arts, la science. « L'amour de l'ennemi reste le signe de reconnaissance entre ceux qui gardent leur foi dans le Seigneur ». « Tous les hommes sont les fils du même Père ». « On apprend à l'enfant l'Evangile de Jésus et l'idéal chrétien. Tout, dans l'éducation qu'il reçoit à l'école, est fait pour stimuler en lui la compréhension intellectuelle de la grande famille humaine. L'enseignement classique lui fait voir, par-delà les différences de races, les racines et le tronc commun de notre civilisation. L'art lui fait aimer les sources profondes du génie des peuples. La science lui impose la foi dans l'unité de la raison. Le grand mouvement social qui renouvelle le monde lui montre autour de lui l'effort organisé des classes travailleuses pour s'unir en des espoirs et des luttes qui brisent les barrières de nations. Les plus lumineux génies de la terre chantent la fraternité universelle... »

Sa vision anthropologique préfigure les réflexions de Dumouchel, sur le rôle des idées comme modèles de comportement : « Les idées n'ont aucune existence par elles-mêmes, mais par les expériences ou par les espérances qui peuvent les remplir: ce sont des résumés, ou bien des hypothèses, des cadres pour ce qui fut ou pour ce qui sera, des formules commodes, des formules nécessaires; on ne peut s'en passer pour

vivre et pour agir. Mais le mal est qu'on en fait des réalités opprimentes; et nul n'y contribue autant que l'intellectuel, qui en use par métier, et qui par déformation professionnelle est toujours tenté de leur subordonner les choses réelles. Que vienne, par surcroît une passion collective qui achève de l'aveugler, elle se coule dans l'idée qui peut mieux la servir, elle lui transfuse son sang; et l'autre la magnifie. Et rien ne subsiste dans l'homme qu'un fantôme de son esprit, où sont associés le délire de son coeur et celui de sa pensée ».

Il définit le rôle que les intellectuels auraient dû jouer, en mobilisant les ressources de l'esprit : « Un grand peuple assailli par la guerre n'a pas seulement ses frontières à défendre, il a aussi sa raison (...). A chacun son office : aux armées de garder le sol de la patrie. Aux hommes de pensée, de défendre sa pensée. S'ils la mettent au service des passions de leur peuple, il se peut qu'il en soient d'utiles instruments; mais ils risquent de trahir l'esprit, qui n'est pas la moindre part du patrimoine de ce peuple ».

Il appelle, non pas à renoncer à la patrie, mais à la dépasser. « L'amour de ma patrie ne veut pas que je haïsse et que je tue les âmes pieuses et fidèles qui aiment les autres patries. Il veut que je les honore et que je cherche à m'unir à elles pour notre bien commun ». C'est la condition de la paix : « que la paix future soit juste, que les appétits du vainqueur quel qu'il soit, et les intrigues de la diplomatie, n'en fassent plus l'amorce d'une nouvelle guerre de revanche ». L'écrasement total de la nation ennemie est une erreur morale et politique. « On fait la guerre à un Etat, on ne la fait pas à un peuple ».

« Si tel peuple est l'ennemi de l'autre, c'est pour des rapports politiques; et ces rapports changent suivant des circonstances que nul ne peut prévoir. L'ennemi d'aujourd'hui sera peut-être l'allié de demain. La façon dont l'on traite l'adversaire dans la presse des puissances belligérantes menace d'éterniser la haine la plus atroce ».

Ce qui, pour Schmitt ou Dumouchel n'est pas possible, le devient pour Rolland dans une « cité » de niveau supérieur : « Elites européenne, nous avons deux cités: notre patrie terrestre, et l'autre, la cité de Dieu. De l'une, nous sommes les hôtes, de l'autre, les bâtisseurs. Donnons à la première nos corps et nos coeurs fidèles. Mais rien de ce que nous orons, famille, amis, patrie, rien n'a droit sur l'esprit. L'esprit est la lumière (...) Le devoir est de construire, et plus large et plus haute, dominant l'injustice et les haines des nations, l'enceinte de la ville où doivent s'assembler les âmes fraternelles et libres du monde entier ».

Cette cité, c'est l'Europe, car elle fait déjà société : « La terrible guerre qui déchire aujourd'hui le coeur de notre Europe constitue, par définition, une guerre civile. Une guerre civile ne veut pas dire une guerre injuste. Mais alors il faut qu'elle soit justifiée par un conflit entre de grands intérêts idéaux. Et si l'on désire le triomphe de l'un d'eux, ce doit être pour la totalité de la république européenne et pour son bénéfice général. Il ne peut donc être permis à aucun des partis aux prises de travailler à la destruction complète de l'adversaire. Il est encore moins légitime de partir de la criminelle hypothèse qu'un quelconque des partis se trouve déjà exclu, de fait, de la communauté supérieure ».

C'est un romancier, Martin du Gard, qui rend compte rétrospectivement de la façon la plus intelligible des évènements, dans les chapitres de l' « Eté 14 » et de l'Épilogue en 1918 de sa saga « Les Thibault », écrits entre 1935 et 1939, avec comme but d'alerter sur les risques d'un 2nd conflit. C'est une méditation sur les causes de la guerre et un appel passionné à la lutte pour la paix. Les personnages des deux frères Thibault et leurs protagonistes, le récit minutieux de leurs pérégrinations européennes de juillet 1914, des décisions concrètes qu'ils ont à prendre, leurs discussions politiques au sein de la bourgeoisie parisienne avant la mobilisation générale, procurent un saisissant sentiment d'actualité, tant ils donnent à voir une société européenne déjà effective, surinformée, mobile, proche de la nôtre ; et aussi d'irréalité : chacun vaque à ses affaires privées, politiques, sentimentales, sans voir la catastrophe arriver.

Après le déclenchement de la guerre, le docteur Philip fait référence à Œdipe, qui était averti mais n'a pas reconnu les choses terribles qui lui étaient annoncées. « Nos prophètes avaient tout prédit ; (...) beaucoup de gens sages ont tout mis en œuvre pour éviter la catastrophe. Et pourtant la voilà. »

Le grand intérêt de cette œuvre, très documentée, est qu'elle se situe à la jointure entre des récits individuels incarnés- on connaît l'histoire des héros depuis leur enfance, puisque la saga commence bien avant la guerre- et la « grande histoire », commentée par les héros lors de leurs discussions, de leurs interactions avec ses acteurs directs, comme le diplomate Rumelles, ami d'Antoine, ou Jaurès lui-même. On assiste ainsi à la fabrique de l'opinion.

Une des questions que cherche à résoudre Martin du Gard est celle-ci : dans le contexte de la guerre imminente, pour les citoyens qui littéralement ne savent plus à quel saint se vouer, parmi les attitudes possibles, quelle est la bonne ? Quels sont les héros ou les saints -en termes girardiens, les « médiateurs »- dont on peut s'inspirer ? Qu'aurait fait Jaurès ? Les frères Thibault ; Antoine et Jacques, incarnent deux attitudes possibles face aux événements. La première attitude est d'accepter la guerre- notons que Martin du Gard admire profondément Péguy, il lui a consacré son roman « Jean Barois », version romancée de son combat lors de l'affaire Dreyfus. Pour Antoine, « Nous sommes tous membres d'une communauté nationale, et nous lui sommes pratiquement subordonnés. Entre nous et cette communauté - qui nous permet d'être ce que nous sommes, de vivre dans une sécurité à peu près complète, et d'organiser, dans ses cadres, nos existences d'hommes civilisés- il y a un lien consenti, un pacte, qui nous engage tous ». Antoine Thibault part au front comme médecin militaire.

La seconde est de la refuser, et d'endosser le combat pacifiste. C'est celle de Rolland; mais celui-ci est un cas limite, « au-dessus de la mêlée » : en 14, il est d'ores et déjà une sorte de prophète, extérieur au conflit, du fait de son engagement pour l'amitié franco-allemande. Martin du Gard fait de Jacques Thibault un héros engagé, militant socialiste pacifiste, proche de Jaurès. « Tout, plutôt que la guerre ». Jacques dénonce « la guerre défensive, légitime, juste », comme une « duperie ». « Cette distinction entre le pays agresseur et le pays attaqué, Jaurès a montré cent fois combien elle est absurde ». « Qui résistera à cette folie, si vous, socialistes, ne résistez pas ! »

Le lecteur vit ses déplacements en juillet 1914 entre capitales européennes pour, croit-il, éviter la guerre; après l'assassinat de Jaurès, Jacques reprend, seul, son combat : il récuse le ralliement des socialistes à leurs Etats respectifs, part à Genève puis Bâle, où il médite sur le congrès de 1912 et sur la frontière. « Il regarde l'Allemagne et l'Europe (...) Un jour viendra ! (...). Peut-être faut-il que l'humanité passe encore par cette étape de haine et de violence, avant d'inaugurer l'ère de la fraternité ... Pour lui il n'attendra pas. Il est arrivé à l'heure de sa vie où il ne peut plus différer le don total ». Il va tenter de distribuer des tracts pacifistes sur la ligne de front franco-allemande; survit à la chute de son avion, mais est achevé par un gendarme français. Le chemin de croix final, la mort dans une totale solitude de celui qui n'a pas voulu choisir un camp ou l'autre, en fait une figure sacrificielle, christique. Martin du Gard l'a créé, faute d'avoir trouvé en France un seul modèle réel d'objecteur de conscience à l'été 14. On pense au commentaire fait par Girard du reniement de Pierre: après l'arrestation de Jésus, celui-ci se désolidarise de lui, non par manque de courage physique, mais par incapacité à résister à l'attraction du feu autour duquel la foule se réchauffe, formant un cercle mimétique; ici, c'est à l'attraction de l'un ou l'autre cercle national qu'il est impossible de résister. Comme le dit Rolland: « La voix des peuples qui reviendront de la guerre fera rentrer dans le silence ces hommes qui se sont révélés indignes d'être les guides spirituels du genre humain. Alors, parmi ceux-ci plus d'un Saint Pierre pleurera en entendant le chant du coq, et disant : « Seigneur, je t'ai renié » ! »

Quant à Antoine, il est gazé. Avant de mourir en 1918, juste après l'armistice, il peut longuement échanger sur la guerre et les perspectives de paix, avec famille et amis survivants, et notamment Jenny, qui a eu un fils posthume de Jacques, né à Bâle, et continue de défendre ses idées. « Ce qui est monstrueux, c'est la passivité des peuples ! Il leur suffirait de dire : Non ! Et la paix deviendrait à l'instant même une réalité ! ». Pour Antoine, « ce qui est monstrueux, c'est la guerre, tout court ! ». « Les principales nations de l'Europe ont bien su, peu à peu, forger leurs unités nationales. Pourquoi le mouvement n'irait-il pas en s'amplifiant, jusqu'à la réalisation d'une unité continentale ? » « Dans une Europe confédérée, les instincts patriotiques ne seraient rien de plus que des caractères régionaux ».

Martin du Gard reçoit le Prix Nobel de littérature en décembre 1937 « pour la puissance artistique et la vérité avec laquelle il a décrit le conflit humain (...) dans son cycle romanesque « Les Thibault » ». Dans son discours à la remise du prix, il dit : « En ce moment exceptionnellement grave que traverse l'humanité, je souhaite de tout mon cœur rongé d'inquiétude que mes livres sur l'été 14 soient lus, discutés, et qu'ils rappellent à tous (aux anciens qui l'ont oubliée comme aux jeunes qui l'ignorent ou la négligent) la pathétique leçon du passé ».

V. Pour un dépassement européen du sacré national

Qu'en conclure pour l'Europe d'aujourd'hui ? La question n'est pas tant de dire qu'une telle guerre pourrait se reproduire au sein de l'Europe. Clark rappelle qu'il existe de puissantes institutions supranationales, un cadre de définition de politiques

communes, de règlement des conflits. De fait, les « solidarités de fait » impulsées par Monet et Schuman sont largement établies. Il s'agit plutôt de se convaincre à nouveau de l'importance de ce cadre européen comme condition indispensable de la paix ; et de mesurer le chemin à parcourir pour aboutir à un récit commun européen, qui ne soit pas la somme de récits contradictoires, comme c'est encore le cas aujourd'hui. La catastrophe de 1914/1918 a rendu manifeste la face d'ombre du patriotisme; elle est source de leçons pour aujourd'hui, sur la nécessité, non pas d'abolir le sentiment national et les frontières, mais de les mitiger, de les réguler, par la coopération transfrontalière et l'intégration européenne. L'Europe ne peut résulter que d'un volontarisme politique équivalent à celui qui a créé les nations ; et qui doit associer les Etats. Jeanneney cite Clemenceau, 1905, « Pour la patrie ». Sa suppression « ne détruirait point le fondement universel de l'égoïsme humain, ne changeant que la forme des manifestations de violence inhérentes à l'homme, seul ou associé. Que la patrie disparaisse, et l'homme n'en sera pas moins en lutte avec l'homme, et de nouveaux groupements, avec d'autres groupements ».

Jean Jaurès disait en 1896 : « Le jour où un seul individu humain trouverait, hors de l'idée de patrie, des garanties supérieures pour son droit, pour sa liberté, pour son développement, ce jour-là l'idée de patrie serait morte ». Pour Jeanneney, de ce jour nous sommes loin. L'Europe doit se construire, mais pas contre les sentiments, les émotions, les déterminations qui de siècle en siècle ont constitué la France. Jeanneney rappelle que Jaurès militait pour une libre fédération des nations autonomes; non la suppression, mais l'ennoblissement des patries.

Esquissons quelques pistes pour un dépassement européen du sacré national, par la construction d'une identité européenne. La condition préalable est une lecture commune de l'histoire, et notamment de ses épisodes les plus dramatiques, utilisant le ressort du « catastrophisme éclairé » proposé par Dupuy (2002). Seule une méditation commune, de part et d'autre des frontières, des catastrophes passées ou à venir, permettra peut-être de les éviter.

Les identités nationales ont été forgées aux 18^e et 19^e siècles dans le cadre de projets constructivistes (Thiesse, 1999). Il est possible de forger de nouveaux récits qui n'aboliraient pas les récits nationaux, mais les soumettraient à une lecture critique, une compréhension commune et non pas unique, où chacun connaîtrait et accepterait le point de vue de l'autre. Ainsi, le livre d'histoire franco-allemand à destination des lycéens, mis en chantier en 2003 lors du sommet anniversaire du traité de l'Elysée, présente des « regards croisés ». Et les récits nationaux seraient tissés dans des récits communs transfrontaliers et européens, donnant une nouvelle perspective, un projet commun, que Thiesse appelle de ses vœux. Enseignée aux jeunes européens, une citoyenneté européenne intégrant les citoyennetés nationales contribuerait à surmonter les risques pesant sur la construction européenne. Ce travail serait à accomplir sur chaque frontière, lieu de rencontre entre deux systèmes de cohésion nationale; la connaissance mutuelle des soubassements culturels et religieux, des saints et des héros témoins et modèles, des visions de l'avenir de part et d'autre des frontières, de leurs différences et de leurs complémentarités, serait le

fondement d'une cohésion transfrontalière et européenne (Peyrony, 2014). Chaque frontière est bien sûr unique ; l'exemple franco- allemand n'est pas nécessairement transposable, mais il reste emblématique de ce qui est possible.

Un certain rapport à la culture, à la littérature, aux arts, aux religions, qui « contiennent » la violence, fait partie de la matrice de la cohésion de chaque Etat. Il est fondamental d'intégrer cette dimension si l'on veut réaliser la cohésion de l'Europe, au sens des Traités. La plus grande part de cette culture est déjà européenne, ce qui rend la tâche a priori possible ; mais son articulation est propre à chaque Etat. Cela amène à souligner l'importance de la dimension territoriale de la cohésion ; elle consiste à expliciter la question des territoires, des frontières qui les séparent et des solidarités qui les unissent, dans la construction européenne: comment l'Europe intègre des Etats petits ou grands, centralisés ou fédéraux, qui ont chacun une histoire unique et une façon spécifique de comprendre et de gérer à la fois leur propre unité, et leur insertion dans le tout Européen ; comment chaque frontière est le lieu de convergences et de divergences, dont il faut tenir compte dans la coopération transfrontalière et la construction européenne.

Au Hartmannswillkerkopf, les 2 présidents français et allemands ont annoncé le 3 août 2014 la construction d'un historial franco-allemand, première institution commune consacrée à la Grande Guerre, symbole de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, à l'endroit même où ont pris place d'intenses combats en 1914/1918 ; s'y trouvent 1256 tombes françaises et allemandes, et à côté d'elles, les restes de 386 militaires qui n'ont pu être identifiés. Comme F Hollande l'a déclaré : « Nos deux nations sont dans le même deuil, incapables de savoir si ces soldats inconnus sont français ou allemands. Nous les descendants, il nous appartient de rappeler le calvaire qu'ils ont connu pour mieux comprendre la barbarie et empêcher tout retour. (...), de forger ensemble une mémoire commune ». « Les commémorations viennent donner du sens au monde d'aujourd'hui, d'abord sur ce que doit être le patriotisme. En célébrant le courage des soldats, nous insistons sur ce qu'il y a d'universel dans l'amour de son pays, c'est-à-dire la capacité pour chacun et chacune d'entre-nous de regarder au-delà de lui-même, au-delà de son intérêt particulier. La nécessité de s'affirmer chaque jour dans son appartenance à la communauté nationale, de comprendre ce qui nous unit, ce qui nous permet de nous ouvrir à d'autres. Le patriotisme, c'est-à-dire la volonté de vivre ensemble en défendant les mêmes valeurs. Le patriotisme n'éloigne pas de l'Europe, il permet d'en comprendre le projet. L'Europe s'est construite non pas pour faire disparaître les appartenances et les souverainetés, mais pour fonder une communauté de valeurs autour d'une exigence de paix et de partage de responsabilités. L'Europe ne dilue pas la nation, elle constitue un ensemble plus fort qui n'a pas vocation à affaiblir les pays qui la composent. L'Europe a réussi à vaincre la guerre, est parvenue à réunifier le continent dans la démocratie. L'Europe s'est donnée des institutions exemplaires, l'Europe a ouvert un marché, introduit une monnaie, conçu des politiques, et c'est donc encore aujourd'hui une aventure exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité.

Et en même temps, nous devons en convenir, elle est aussi apparue démunie face aux crises, elle n'a pas apporté la prospérité attendue, elle s'est habituée à être une évidence et non plus un idéal. Et c'est pourquoi elle est contestée, non pas pour ce qu'elle est mais pour ce qu'elle n'est pas. Alors pour rétablir la confiance qui s'est perdue, pour susciter l'adhésion des peuples, pour redevenir un idéal, l'Europe doit ouvrir une perspective de croissance, d'emplois, de solidarité mais également de culture, d'éducation, de savoirs. Pour y parvenir, beaucoup dépendra de l'amitié entre la France et l'Allemagne. La paix, elle n'est pas si naturelle, elle n'est pas si solide que nous n'aurions plus rien à faire pour la préserver. C'est la responsabilité de chaque génération de la défendre toujours ; et de transmettre à celle qui vient la conscience de sa fragilité ».

Le président allemand J.Gauck, dans sa réponse, donnait une perspective plus précise: « Nous n'avons pas encore vraiment appris que le récit de notre histoire européenne peut être également être le récit d'une histoire commune. Nos différences ne résident pas seulement dans la diversité de nos langues européennes: elles se situent aussi dans le regard que nous portons sur nous-mêmes sur l'autre et sur le monde. En déployant la patience nécessaire pour nous familiariser avec les points de vue et les perspectives de narration de l'autre, nous apprendrons toujours mieux à être solidaires les uns des autres. Le XXe siècle sanglant ne doit pas être une vaine mis en garde. En continuant à apprendre les uns des autres et les uns avec les autres, nous poursuivrons notre dialogue avec l'autre et bâtirons avec l'autre une culture de la confiance, pour un présent et un avenir de paix et de liberté- dans toute l'Europe. »

Bibliographie

- BECKOUCHE P. (2002), *Le royaume des frères, aux sources de l'Etat-nation*, Paris, Grasset.
- CLARK C. (2013), *Les somnambules. Été 14 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion.
- DOSTOIEVSKI F., *Journal d'un écrivain*.
- DUMOUCHEL P. (2011), *Le sacrifice inutile*, Paris, Flammarion.
- DUPUY JP. (2002), *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Le Seuil.
- DUPUY JP. (2009), *Dans l'œil du cyclone*, Paris, Carnets Nord.
- DUROSELLE JB. (1994), *La grande guerre des français, L'incompréhensible*, Paris, Perrin.
- GIRARD R.(2007), *Achever Clausewitz, Entretiens avec B.Chantre*, Paris, Carnets Nord.
- JEANNENEY JN. (2013), *La grande guerre, si loin, si proche*, Paris, Seuil.
- MARTIN DU GARD, R., *Les Thibault*
- PEYRONY J.(2014), *Frontières et cohésion territoriale, Actes de la conférence Construire des ponts à travers*

les frontières, vers une cohésion territoriale en Europe,
Stuttgart, Steiner Verlag.

ROLLAND R., *Au dessus de la mêlée*

THIESSE AM. (1999), *La création des identités nationales*, Paris, Le Seuil.

Site officiel du centenaire en France :
<http://centenaire.org/fr>

